



## Qualibat n° 1532 Traitement curatif contre les champignons lignivores, dont la mэрule

Dernière mise à jour : le 22 octobre 2014 par QUALIBAT

### Délivré par :

QUALIBAT (certification)

Ce signe ne bénéficie pas de la mention RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

### Domaine d'application :

Entreprises spécialisées dans le traitement des bois en œuvre et des constructions

### Domaine d'application détaillé, portée du signe :

Certifications 1532 : Traitement curatif contre les champignons lignivores, dont la mэрule Entreprise qui, possédant un bureau d'études, réalise le traitement curatif des bois en œuvre et des constructions contre les champignons lignivores (par exemple, mэрule).

### Critères de confiance :

Contrôles de la qualité des travaux	Audit sur dossier transmis à l'organisme Audit sur site ou chantier par sondage
Prise en compte de la satisfaction client	oui
Suivi annuel des titulaires de la marque	oui
Contrôle de la qualité des services associés	Pas de contrôle
Suivi annuel de la qualité des services associés	non
Service associés : prise en compte de la satisfaction client	non
Vérification des assurances requises par l'activité concernée	oui
Vérification annuelle des assurances	oui

Vérification de l'existence légale du professionnel	oui
Vérification annuelle de l'existence légale du professionnel	oui
Traitements des réclamations ou recours formulés auprès de l'organisme	Existence de procédures relatives aux réclamations

### Caractéristiques détaillées :

Famille de signe	Travaux
Type de maître d'ouvrage	Une entreprise
Cadre de référence	Référentiel pour l'attribution et le suivi des certifications traitement des bois en oeuvre et des constructions. Code du travail, livre II, titre III chap. 1, section V prévention du risque chimique ; loi 99/471 du 8 juin 1999 ; loi 2006-872 du 13 juillet 2006 ; Décret 92/1074 du 2 oct. 1992.
Dossier	Demande de certification auprès de l'agence QUALIBAT, Dossier à remplir, répondant aux 3 grandes catégories de critères définis par le référentiel et les éventuelles exigences complémentaires applicables à certaines qualifications : - légaux, juridiques et administratifs - techniques - financiers Documents et justificatifs à fournir définis dans le référentiel spécifique.
Examen	Instruction préliminaire du dossier par le secrétariat. Puis examen par un rapporteur membre de la commission.
Audit	Audit documentaire + Après recevabilité, audit initial : audit in situ "Siège" et audit in situ "Chantier". Rapport d'audit transmis au secrétariat technique, puis remis à un rapporteur membre de la commission d'examen.
Modalités de décision d'attribution	Décision par la commission d'examen composée de 3 collèges ("entreprises", "utilisateurs" et "intérêts généraux").
Durée de validité (en mois)	48

Modalités de suivi	Suivi annuel (pour renouvellement du certificat) au travers d'un questionnaire avec justificatifs à produire (situation fiscale et sociale attestation d'assurances DC7) pour actualiser renseignements sur entreprise et contrôler que cette dernière continue de répondre aux principales exigences Audit de contrôle
Périodicité du suivi (en mois)	12

@ Agence Qualité Construction 2019.

[1001signes.qualiteconstruction.com](http://1001signes.qualiteconstruction.com)